

**Etablissement public du Mobilier national
– Musée national de céramique – Musée
national Adrien Dubouché – Manufactures
nationales de Sèvres, des Gobelins, de
Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de
recherche et création – Ateliers de
dentelles d’Alençon et du Puy-en-Velay**

1 rue Berbier du Mets
75013 Paris

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

MAINTENANCE DES SYSTEMES D’ASPIRATION DES ATELIERS DE LA MANUFACTURE NATIONALE DE SEVRES

NUMERO : 2026-MAPA-02

**DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES PLIS :
VENDREDI 6 MARS 2026 A 12 H 00**

RÉPONSE ÉLECTRONIQUE OBLIGATOIRE

Pouvoir adjudicateur :

Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay

(Etablissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national)

1 rue Barbier du Mets

75013 Paris

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur le directeur délégué à l'administration de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national

Site :

Manufacture nationale de Sèvres

Comptable public assignataire des paiements :

L'agent comptable de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national

Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte en application des articles L.2123-1 1° et R.2123-1° du code de la commande publique.

TABLE DES MATIERES

1. IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES	5
1.1. Identification du pouvoir adjudicateur	5
1.2. Présentation des Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national	5
1.3. Définition des termes	5
1.4. Représentation des parties	5
2. OBJET DU MARCHE	6
2.1. Objet du marché	6
2.2. Caractéristiques du marché	6
2.3. Allotissement du marché	6
2.4. Durée et reconductions des marchés	6
3. FORME ET ETENDUE DU MARCHE.....	6
3.1. Forme du marché.....	6
3.2. Montant maximum	7
4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	7
5.1. Procédure de passation	7
5.2. Variantes	7
5.3. Prestations supplémentaires éventuelles.....	7
5.4. Délai de validité des offres.....	7
5.5. Visite du site.....	7
5.6. Forme juridique en cas de groupement	7
5.7. Accès des candidats à la consultation.....	8
5.8. Conditions particulières d'exécution.....	8
5. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE).....	8
5.9. Modalités de retrait du DCE sur le profil d'acheteur	8
5.10. Contenu du dossier de consultation des entreprises	9
5.11. Questions administratives et techniques.....	9
5.12. Modification de détail au dossier de consultation	9
6. CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES PAR VOIE ÉLECTRONIQUE.....	10
6.1 Date et heure limites de réception des candidatures et des offres	10
6.2 Dépôt de l'offre	10
6.3 Présentation des dossiers et format des fichiers	11
6.4 Antivirus.....	11
6.5 Signature électronique des documents	11
6.6 Copie de sauvegarde.....	11
6.7 Modalités d'envoi des propositions dématérialisées	12
7. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES.....	12
7.1 Groupement d'opérateurs économiques	12
7.2 Précisions concernant la sous-traitance	13
7.3 Motifs d'exclusion	13
7.4 Pièces relatives à la candidature	13
7.5 Appréciation de la candidature	15
8. PRÉSENTATION DES OFFRES	15
8.1 Pièces relatives à l'offre des candidats	15

8.2	Appréciation de l'offre des candidats	16
9.	ATTRIBUTION DES MARCHÉS	17
9.1	Vérification de la situation de l'attributaire	17
9.2	Mise au point	18
9.3	Signature du marché	18
9.4	Notification de la décision	18
10.	INDEMNISATION	18
11.	CONFIDENTIALITE	18
12.	DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	19
12.1	Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation ..	19
12.2	Communication aux tiers	19
12.3	Droits d'accès, de rectification, de suppression	19
12.4	Durée de conservation des données personnelles	20
12.5	Informations de l'attributaire	20
13.	PROCEDURES DE RECOURS	20
13.1	Instance chargée des procédures de recours	20
13.2	Organe chargé des procédures de médiation	20
13.3	Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours	20

1. IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES

1.1. Identification du pouvoir adjudicateur

La présente consultation est lancée par et pour Mobilier national - Musée national de céramique - Musée national Adrien Dubouché - Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie - Atelier de recherche et de création - Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay, ci-après, les « Manufactures nationales » ou « l'acheteur ».

Nom et adresse officiels de la personne publique :

Etablissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national
1 rue Berbier du Mets - 75013 Paris
Téléphone : 01 44 08 52 00

Siret : 939 106 274 00011

1.2. Présentation des Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

Issues de la réunion du Mobilier national et de la Sèvres - Manufacture et musée nationaux, les Manufactures nationales ont été créées le 1^{er} janvier 2025 pour promouvoir l'excellence des savoir-faire français et mettre en valeur la richesse de ce patrimoine matériel et immatériel avec plus de 53 métiers d'art exercés au sein de ses manufactures et ateliers.

Unique au monde, ce nouveau pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d'art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d'art.

Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l'écosystème fragile des métiers d'art ; la valorisation des cultures matérielle et du geste ainsi que du patrimoine ; le rayonnement international des savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est constitué de : 2 musées (le musée national de céramique à Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché à Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture nationale de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement et de l'Ecole des arts textiles déployée sur deux sites à Paris et à Lodève.

Résolument tourné vers les territoires, ce pôle public est implanté dans 8 départements : à Paris, dans les Hauts-de-Seine (Sèvres), dans l'Hérault (Lodève), dans la Creuse (Aubusson), dans l'Orne (Alençon), en Haute-Loire (Puy-en-Velay), en Haute-Vienne (Limoges) et dans l'Oise (Beauvais).

1.3. Définition des termes

Il est entendu par « titulaire » l'entreprise attributaire du marché pour son propre compte ou en tant que mandataire d'un groupement d'entreprises.

1.4. Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG/FCS, dès la notification du marché, le titulaire et le pouvoir adjudicateur désignent chacun une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché, et notifient cette désignation à l'autre partie.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires du présent marché sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché. Ils en informent sans délai l'autre partie en indiquant le nom et les coordonnées professionnelles du nouveau représentant.

2. OBJET DU MARCHÉ

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la maintenance des systèmes d'aspiration situés dans les ateliers de la Manufacture nationale de Sèvres.

Lieu d'exécution : Sèvres (92 310).

Code CPV : 50530000-9 Services de réparation et d'entretien des machines.

2.2. Caractéristiques du marché

Le présent marché est un marché de services. En conséquence, il se réfère au CCAG/FCS.

2.3. Allotissement du marché

Le présent marché n'est pas alloti, car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2.4. Durée et reconductions des marchés

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme d'un (1) an à compter de sa date de notification.

Il est reconductible tacitement une (1) fois pour une période d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder deux (2) ans.

L'acheteur peut décider de ne pas reconduire l'accord-cadre par notification écrite adressée au titulaire au moins trois mois avant l'échéance de la période en cours.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Cependant leur exécution peut se poursuivre jusqu'à six (6) mois au plus tard après la date de fin de validité du marché.

3. FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

3.1. Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un **accord-cadre mono-attributaire dit « composite »**. Il comporte une partie correspondant à un marché ordinaire (part forfaitaire) et une partie correspondant à un accord-cadre à bons de commande, tel que réglementé par les articles L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

- Le marché ordinaire (part forfaitaire) a pour objet l'exécution des prestations de maintenance préventive, décrites à l'article 3.2.1. du CCTP ;
- L'accord-cadre à bons de commande a pour objet l'exécution des prestations de maintenance corrective, décrites à l'article 3.2.2. du CCTP.

3.2. Montant maximum

Pour la partie à prix unitaires de l'accord-cadre composites, le montant maximum est de 70 000 euros HT, reconductions incluses.

4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

5.1. Procédure de passation

Le montant prévisionnel du marché est inférieur à 140 000€ HT.

Le présent marché est passé via une procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 1° du code de la commande publique.

5.2. Variantes

Les variantes à l'initiative des candidats ne seront pas admises.

Aucune variante imposée n'est prévue.

5.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Le présent marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

5.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres initiales.

5.5. Visite du site

Les candidats peuvent effectuer une visite des lieux d'exécution des prestations à l'adresse suivante :

Sèvres - Manufacture et musée nationaux
4, Grande Rue
92310 SÈVRES

Cette visite est facultative.

Les candidats sont invités se faire connaître auprès de monsieur Fernand VINHAS, Ingénieur de production, à l'adresse suivante : fernand.vinhas@sevresciteceramique.fr

Cette demande d'inscription à une visite devra préciser le nom et l'adresse du candidat, ainsi que l'identité des personnes qui participeront à la visite. Les consignes d'accès au site ainsi que les consignes sanitaires à respecter au cours de la visite seront communiquées lors de l'inscription.

5.6. Forme juridique en cas de groupement

En cas de constitution d'un groupement, il ne sera exigé aucune forme particulière au groupement attributaire. Cependant, dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.

De plus, conformément à l'article R.2142-21 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements pour ce marché.

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public (article R.2142-4 du code de la commande publique).

5.7. Accès des candidats à la consultation

Le pouvoir adjudicateur ne retient que les interdictions de soumissionner obligatoires et générales prévues aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique. Lorsqu'un soumissionnaire est en situation d'interdiction obligatoire de soumissionner, il est exclu de la procédure.

Dans le cadre du double label « Diversité » et « Égalité » du ministère de la Culture, il est rappelé aux candidats les interdictions de soumissionner relatives au non-respect des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes et de prévention des discriminations.

Ne peuvent notamment pas candidater à un marché public :

- les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive prévue à l'article 225-1 du code pénal. Cette infraction est constituée par toute discrimination, c'est à dire toute distinction opérée entre les personnes physiques ou entre les personnes morales ;
- les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L.1146-1 du code du travail ;
- les personnes qui n'ont pas respecté l'obligation de négociation en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, dès lors que les deux conditions suivantes sont réunies :
 - au 31 décembre de l'année précédente celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation, la négociation prévue à l'article L.2242-11 du code du travail n'a pas été menée ;
 - à la date à laquelle les personnes candidatent, elles n'ont pas réalisé ou engagé la régularisation de leur situation au regard de l'obligation de négociation fixée par ce même article L.2242-5.

L'article L.2242-13 du code du travail impose à l'employeur d'engager chaque année une négociation sur les objectifs d'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes dans l'entreprise, ainsi que sur les mesures permettant de les atteindre.

5.8. Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte pas de conditions particulières d'exécution visées par l'article L.2112-2 du code de la commande publique. Par ailleurs, aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles R.2113-7 et R.2113-8 du code de la commande publique.

5. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

5.9. Modalités de retrait du DCE sur le profil d'acheteur

Le DCE pourra être téléchargé gratuitement sur la Plateforme des achats de l'État (PLACE), à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée par les candidats lors de leur inscription sur PLACE. Il appartient donc aux candidats de veiller à ce que cette adresse soit « opérationnelle » pendant toute la durée de la consultation et au moins neuf (9) mois après cette date pour les notifications. Les messages d'absence notamment ne pourront être pris en considération.

La responsabilité des Manufactures nationales ne saurait être recherchée, de même si le candidat n'a pas consulté ses messages en temps et en heure. Le candidat vérifiera également que les alertes de la Plateforme des achats de l'État ne soient pas filtrées par le dispositif anti-spam de l'entreprise ou redirigés vers les « courriers indésirables ».

Si le candidat rencontre des difficultés pour télécharger les pièces du dossier, il peut contacter l'assistance de PLACE.

5.10. Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises comprend les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
 - Annexe n°2 : La déclaration de sous-traitance et agrément des conditions de paiement (le cas échéant), à télécharger ici : <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat> ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le Cadre de réponse technique (CRT).

5.11. Questions administratives et techniques

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de la préparation de leur offre, les candidats devront utiliser les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>).

Une réponse sera alors adressée à tous les candidats par voie électronique par l'intermédiaire de cette plateforme.

Les questions et les demandes de renseignements complémentaires seront reçues jusqu'au **lundi 23 février 2026** et les réponses seront envoyées aux candidats au plus tard le **vendredi 27 février 2026**.

Pendant toute la durée de la consultation, les candidats doivent obligatoirement passer par la plateforme PLACE.

Ces renseignements complémentaires font partie intégrante du dossier de consultation des entreprises et ont la même valeur que les informations qu'ils modifient.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente sera reportée du même nombre de jours.

Dès la consultation et avant la remise des offres, chaque candidat est tenu de signaler les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de le léser à la lecture des pièces constitutives des documents de la consultation. A défaut de les avoir signalées, le soumissionnaire est réputé admettre que ces éventuelles anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne l'ont pas lésé dans sa compréhension des documents de la consultation et dans l'élaboration de son offre.

Les candidats ne peuvent en aucun cas se prévaloir des anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions non signalées pour se soustraire à l'une de leurs obligations.

5.12. Modification de détail au dossier de consultation

Les Manufactures nationales se réservent le droit d'apporter, au plus tard le **mercredi 18 février 2026**, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications de détail font partie intégrante du dossier de consultation des entreprises et ont la même valeur que les informations qu'ils viennent compléter ou modifier.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente sera reportée du même nombre de jours.

6. CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

6.1 Date et heure limites de réception des candidatures et des offres

La date limite de remise des candidatures et des offres est fixée au :

Vendredi 6 mars 2026 à 12h00

Les offres dématérialisées qui sont reçues ou remises après ces dates et heure ne seront pas ouvertes. En cas d'envois successifs par un même candidat, seule la dernière offre dématérialisée déposée avant la date limite de remise des candidatures et des offres sera retenue.

6.2 Dépôt de l'offre

Les Manufactures nationales imposent la transmission des candidatures et des offres par voie électronique.

La remise des candidatures et des offres en réponse à la consultation se fera obligatoirement de façon dématérialisée au moyen de la plateforme des achats de l'État (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plateforme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt de documents dématérialisés.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat. Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plateforme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plateforme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. L'attention des candidats est donc attirée

sur la nécessité de déposer leur pli bien en amont de l'heure indiquée afin de pouvoir finaliser le téléchargement de l'ensemble de leurs documents.

De plus, les candidats sont invités à bien vérifier qu'ils se trouvent sur la bonne consultation, objet du présent marché. Tout dépôt, même dans les temps ne sera pas accepté si ce dernier est déposé sur une autre consultation.

Après le dépôt des documents sur la plateforme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue aux Manufactures nationales. L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la plateforme des achats de l'État (PLACE) notamment, *nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr*, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

6.3 Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables exe, .com, scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

6.4 Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité du pli.

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

6.5 Signature électronique des documents

La signature électronique des offres n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

6.6 Copie de sauvegarde

En application de l'article R2132-11, les candidats peuvent accompagner leur candidature électronique d'une copie à l'identique de la réponse électronique destinée à se substituer, en cas d'anomalies limitativement énumérées, aux dossiers des candidatures et des offres transmis par voie électronique. Cette copie facultative est nommée « copie de sauvegarde ».

La copie est adressée à l'acheteur par voie électronique (mail), par voie postale sur un support papier, ou par voie postale sur un support électronique. En cas de remise sur support physique électronique, il est exigé le format suivant : clé USB.

Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue à l'acheteur dans le délai prescrit pour le dépôt, selon le cas, des candidatures ou des offres

Elle constitue donc un « pli de secours » permettant de pallier une défaillance éventuelle de la transmission dématérialisée, et sera placée sous un pli scellé. Elle ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans la candidature ou/et l'offre transmises par voie électronique ;
- une candidature et/ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature et/ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé en recommandé ou remis contre récépissé à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

SÈVRES - MANUFACTURE ET MUSÉE NATIONAUX

Direction administrative et financière

Service des affaires juridiques

Bâtiment n° 6 - 1^{er} étage

2, place de la Manufacture

92310 SEVRES

Offre pour la maintenance des systèmes d'aspiration

Candidat :

NE PAS A OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

Les réceptions sont assurées du lundi au vendredi de 09h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

6.7 Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le candidat reconnaît avoir pris connaissance des prérequis techniques et de la notice d'utilisation du profil d'acheteur susmentionné, et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du candidat à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique du profil d'acheteur. Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre. Le candidat devra s'assurer du chiffrement de son offre avant envoi. Le candidat doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

7. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES

7.1 Groupement d'opérateurs économiques

Le marché pourra être attribué à une entreprise unique ou à un groupement d'entreprises.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres pour un même lot en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Les Manufactures nationales ne souhaitent imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Toutefois, si l'opérateur économique retenu est un groupement conjoint, les Manufactures nationales exigeront sa transformation en groupement solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard des Manufactures nationales.

Les Manufactures nationales n'exigent pas que certaines tâches soient effectuées par l'un des membres du groupement.

7.2 Précisions concernant la sous-traitance

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>

7.3 Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique relatives aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

En application des dispositions de R2144-4 du Code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

7.4 Pièces relatives à la candidature

Tout document et justificatif produit par le candidat est rédigé en langue française. Les documents originaux ou copies d'originaux en langue étrangère doivent être accompagnés de leur traduction en français. Tous les montants sont exprimés en euros (€).

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- Sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME de la plateforme PLACE.
- Sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2 :

1/ Le formulaire DC1, dûment complété, valant lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants. En cas de candidature groupée, l'ensemble des membres du groupement soumet un formulaire DC1 unique.

2/ Le formulaire DC2, dûment complété, valant déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement soumet un formulaire DC2 séparément.

3/ Les pièces définies ci-dessous permettant la vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leurs capacités économiques et financières, de leurs capacités techniques et professionnelles :

- *Aptitude à exercer l'activité professionnelle* : Sans objet.

- *Capacité économique et financière* :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Le candidat pourra prouver sa capacité économique et financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité économique et financière.

- *Capacités techniques et professionnelles* :

- Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

En cas de groupement, ces éléments sont à fournir par chaque membre du groupement.

4/ Une déclaration sur l'honneur sur sa conformité fiscale et sociale et sur sa capacité à soumissionner à un marché public, au regard des cas d'interdiction et d'exclusion.

Pour appuyer cette déclaration, le candidat peut fournir les documents justificatifs et moyens de preuve listés ci-dessous (documents à fournir par chaque cotraitant) :

- Une attestation de déclarations et de paiement délivrée par l'organisme social compétent de moins de six (6) mois (sur le site de l'URSSAF www.urssaf.fr, ou autre) ;
- Les attestations de régularité fiscale et certificats fiscaux valables au 31 décembre de l'année N-1 ou documents équivalents en cas de candidat étranger ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile ;
- Un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.
- En cas de groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Si ces documents ne sont pas fournis lors de la candidature ou que certains manquent, alors le candidat déclaré contribuable devra les fournir à l'acheteur avant la notification du marché.

Le candidat établi à l'étranger produit des certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine. Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Il est conseillé aux candidats qui ne disposeraient pas déjà de ces pièces, de se rapprocher au plus tôt des administrations et autorités compétentes.

Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les éléments de preuve relatifs aux services pertinents fournis il y a plus de trois (3) ans seront pris en compte. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

En cas de groupement, ces éléments sont à fournir par chaque membre du groupement.

7.5 Appréciation de la candidature

Les Manufactures nationales n'ont pas fixé de minimum de capacité comme condition de participation : les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

En application des dispositions de l'article R.2161-4 du Code de la commande publique, les Manufactures nationales décident d'examiner les offres avant les candidatures.

Les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion ne sont demandés par les Manufactures nationales qu'aux soumissionnaires auxquels il est envisagé d'attribuer les marchés.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'acheteur constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, il se réserve le droit, en application des dispositions de l'article R.2144-3 du Code de la commande publique, de demander aux candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

8. PRÉSENTATION DES OFFRES

8.1 Pièces relatives à l'offre des candidats

L'offre doit être conforme au dossier de consultation et notamment aux stipulations et spécifications des CCAP et CCTP.

Les candidats doivent remettre une offre intégralement rédigée en langue française. Les documents rédigés dans une autre langue que le français doivent être accompagnés de leur traduction.

Tous les montants sont exprimés en euros (€).

Les candidats fourniront obligatoirement les éléments suivants dans leur offre, sous peine d'irrégularité de celle-ci :

1) L'Acte d'Engagement, dûment complété, ainsi que ses annexes :

- a. **Annexe n°1 : La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) pour la partie préventive**, dûment et intégralement complétée - Les candidats ne peuvent apporter aucune modification au cadre de DPGF ;
 - b. **Annexe n°2 : le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) pour la partie corrective** dûment et intégralement complété, - Les candidats ne peuvent apporter aucune modification au cadre du BPU ;
 - c. **Annexe n°3 : La déclaration de sous-traitance et d'agrément des conditions de paiement**, dûment complétée – DC4 (le cas échéant).
- **le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)** dûment complété sur la base des prix unitaires du BPU,
- **le Cadre de Réponse Technique (CRT)** dûment complété.

Le cadre de réponse technique sera rendu contractuel. À ce titre, les informations et dispositions mentionnées dans ce document engagent contractuellement le titulaire quant au respect des modalités d'exécution et des moyens mis en œuvre pour l'exécution de ses prestations.

Les renseignements indiqués dans le cadre de réponse technique doivent être liés directement à l'objet du présent marché, en répondant précisément aux différents points demandés et ne doivent en conséquence ne pas être une simple énumération de l'organisation des moyens généraux de l'entreprise.

8.2 Appréciation de l'offre des candidats

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Le jugement des offres sera effectué sur la base des critères ci-dessous, indiqués avec leur pondération. Les Manufactures nationales retiendront l'offre économiquement la plus avantageuse présentant le meilleur rapport qualité-prix.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière au sens de l'article L.2152-2 du Code de la commande publique pourra être régularisée.

Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par les Manufactures nationales à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée.

Toutefois, dans le cas où ces offres demeurent irrégulières, celles-ci seront éliminées sans être classées.

Toute offre inacceptable ou inappropriée au sens des articles L.2152-3 et L.2152-4 du même code, sera systématiquement éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Conformément aux articles R.2152-3 à R.2153-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Critères et sous-critères	Pondération (sur 100 points)
Critère 1 : Qualités techniques de l'offre <i>Analysé sur la base du cadre de réponse technique remis par les candidats</i>	60/100 points
1. Qualité de l'organisation, du suivi et du contrôle qualité des prestations (point 1 du CRT)	35/60 points
2. Qualité des moyens humains affectés à l'exécution des prestations (point 2 du CRT)	25/60 points
Critère 2 : Prix <i>(Analysé sur la base de la DPGF et le BPU remis par les candidats)</i>	40/100 points
1. Montant total TTC stipulé dans l'AE pour le marché ordinaire, sur la base de la DPGF	20/40
2. Montant total TTC indiqué dans le DQE, sur la base du BPU	20/40

Méthode de notation utilisée pour la notation du critère 1 :

Les Manufactures nationales attribueront aux offres une note selon le barème ci-dessous :

Barème	
Excellent	100% de la note
Satisfaisant	75% de la note
Moyen	50% de la note
Peu satisfaisant	25% de la note
Inadapté	0% de la note

Méthode de calcul utilisée pour la notation du critère 2 :

Le prix sera jugé sur la base du montant total TTC de la DPGF et du DQE.

La formule de calcul appliquée au montant total annuel TTC de la DPGF sera la suivante :

(Montant total TTC de la DPGF moins-disante) / Montant total TTC de la DPGF à noter) *20

La formule de calcul appliquée au montant total annuel TTC du DQE sera la suivante :

(Montant total TTC du DQE moins-disant) / Montant total TTC du DQE à noter) *20

L'offre moins-disante » correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Le « montant total TTC de l'offre à noter » correspond au prix de l'offre à noter.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées à l'AE prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du DQE sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le DQE seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du DQE qui sera pris en considération.

Des précisions pourront être demandées aux candidats soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée, soit lorsque l'offre paraît anormalement basse.

9. ATTRIBUTION DES MARCHÉS

9.1 Vérification de la situation de l'attributaire

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira, dans un délai de sept jours calendaires à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur, les pièces visées aux articles R.2143-6 à R.2143-12 du code de la commande publique. Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, et toujours en cours de validité, le pouvoir adjudicateur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes. Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants. Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

En outre, le marché ne pourra être notifié que si l'attributaire produit dans le délai imparti les documents suivants :

- En cas de candidat unique : l'acte d'engagement dûment daté et signé, et, le cas échéant, le pouvoir de la personne habilitée à l'engager.
- En cas de candidature sous la forme de groupement :
 - o Si le mandataire n'a pas été habilité par tous les membres du groupement : l'acte d'engagement devra être signé par chacun des membres du groupement.
 - o Si le mandataire a été habilité par les membres du groupement : l'acte d'engagement sera signé uniquement du mandataire avec communication des mandats des autres membres du groupement l'habilitant à signer.
- En cas de sous-traitance : la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) dûment datée et signée par le sous-traitant et le soumissionnaire.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

9.2 Mise au point

Le pouvoir adjudicateur et l'attributaire peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché.

9.3 Signature du marché

Les candidatures et offres n'ont pas à être remises signées. L'acte d'engagement transmis par voie électronique sera signé de manière manuscrite ou avec une signature électronique certifiée par le seul candidat attributaire.

9.4 Notification de la décision

La notification aux candidats du rejet de leur offre se fera par transmission électronique par l'intermédiaire du profil d'acheteur. Les candidats doivent donc veiller à fournir une adresse e-mail valide lors du téléchargement du DCE.

10. INDEMNISATION

Aucune indemnisation ne sera due, et aucune réclamation ne sera acceptée, en raison du caractère éventuellement incomplet, inexact ou erroné de certaines données du DCE.

Pareillement, aucune indemnisation ne serait due aux candidats si la procédure devait être déclarée sans suite.

11. CONFIDENTIALITE

Les données communiquées aux candidats pour l'élaboration de leur offre ne peuvent en aucun cas être communiquées ou utilisées à d'autres fins que celles de la présente consultation.

Le candidat s'engage :

- À assurer sous sa responsabilité la confidentialité de son offre dans le cadre de la présente consultation ;
- À ne pas communiquer ces renseignements, informations et/ou documents à des tiers à la présente consultation ;

- À ne pas utiliser ces renseignements, informations et/ou documents à des fins autres que celles de la présente consultation.

Cet engagement s'étend à chacun des candidats prenant la forme d'opérateur économique unique ou des candidats prenant la forme de groupements d'opérateurs économiques qui :

- S'oblige à en imposer le respect à tous ses personnels ou prestataires ;
- S'engage tout particulièrement à prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires afin de garantir que la participation de ces personnels ou prestataires ne soit pas de nature à altérer la confidentialité de la procédure.

Conformément à l'article L.2132-1 du Code de la commande publique, les Manufactures nationales ne communiqueront pas les informations confidentielles dont il aura eu connaissance lors de la procédure de passation, telles que celles dont la divulgation violerait le secret des affaires, ou celles dont la communication pourrait nuire à une concurrence loyale entre les opérateurs économiques.

12. DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

La participation à la consultation emporte acceptation des candidats concernant le traitement des données personnelles les concernant figurant dans leur dossier de candidature et d'offre.

Les candidats déclarent parfaitement connaître et appliquer les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

Les candidats s'engagent à obtenir la même acceptation pour le traitement des données personnelles de tous les intervenants pour leur compte désignés dans le cadre de la présente consultation.

Ces données personnelles sont définies à l'article 4 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016.

12.1 Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation

Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

12.2 Communication aux tiers

Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

12.3 Droits d'accès, de rectification, de suppression

Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès des Manufactures nationales, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par les Manufactures nationales, et dont les coordonnées peuvent être transmises sur demande expresse, ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

12.4 Durée de conservation des données personnelles

Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R.2184-12 et R.2184-13 du Code de la commande publique.

12.5 Informations de l'attributaire

Les informations concernant l'attributaire seront exploitées dans le cadre de l'exécution du marché afin de permettre le bon déroulement des prestations. Aucune donnée personnelle ne sera contenue dans les informations faisant l'objet de prescriptions à l'égard des Manufactures nationales en matière de communication et mise à disposition publiques découlant de la réglementation applicable.

13. PROCEDURES DE RECOURS

13.1 Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 PARIS (France)
Tél : 01.44.59.44.00
Fax : 01.44.59.46.46
Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

13.2 Organe chargé des procédures de médiation

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Paris
5 rue Leblanc
75911 Paris cedex 15
Tél : 01.82.52.42.72
Fax : 01.82.52.42.95
Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

13.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du Code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA.
- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du CJA, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à:

Greffes du Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 PARIS (France)
Tél : 01.44.59.44.00

Fax : 01.44.59.46.46
Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

*** Fin du document ***